



26<sup>ème</sup> audioconférence DG de rentrée

## Vaccination ... en progression ?!



### % I – Tendances de la pandémie (détails en page 5)



#### Malades : maintien

Le nombre de malades supplémentaires est de 56. La DGDDI reste dans une tendance entre 50 et 60 cas /semaine, ce qui fait une courbe haute.

Les isollements sont également plus nombreux : 198 (contre 153 la semaine dernière).

Service particulièrement touché : Ax-les-Thermes (3 cas dans l'unité).

On observe que ce sont un peu toujours les mêmes directions qui sont frappées actuellement.

#### Sommaire

Compte-rendu :	pp 1-2
Annexes : n°1 : courrier SOLIDAIRES stagiaires ACP2	p5
n°2 & 2bis : statistiques au 16/04/21	pp 5-6
n°3 : Message DG sur la vaccination	p8
n°4 : Question-réponse DG sur garde d'enfant	p9
Lexique	p11



#### Télétravail (TT) : en hausse

Il demeure important en nombre d'agents (5675 contre 5540 la semaine précédente, soit +2,44%).

En volume (nombre de jours), la Dg concède que le « score » est plus faible. Dans le détail :

- TT 1j/sem. : -14,56 %
- TT 2j/sem. : -12,30 %
- TT 3j/sem. : -14,89 %
- TT 4j/sem. : -23,65 %
- TT 5j/sem. : +2000,00 % (!)



## II – Vaccination des agents des Douanes

#### Moyens : le cadre théorique est là...

Des capacités commencent à être mises en place au niveau de Bercy, de la DG et de certaines Interrégions (DIPA par exemple).

Le Secrétariat Général (SG) de Bercy va travailler à une cartographie des centres. Sont envisagés : Lyon, Lille (+ Dunkerque potentiellement) et Marseille.

Il n'y a pas encore de calendrier. En fait, tout ceci dépend largement de la disponibilité des doses.

#### Priorisation : après attente ... OUI pour + 55 ans !

À ce jour (16/04), les agents des Douanes ne sont pas identifiés comme population prioritaire. Une nouvelle demande a été portée au niveau gouvernemental.

Nota : toute personne de + 55 ans peut désormais demander sa vaccination dans le dispositif général.

Nota 2 : s'agissant du vaccin AstraZeneca, il est limité à un usage pour les personnes de + 55 ans. Bercy suivra cette recommandation.

Addendum du 19/04 : les douanières et douaniers sont intégrés parmi les professionnels de +55 ans.

#### Commentaire libre (et un peu perfide...) : une meilleure prise en main localement...

*Il semble que l'efficacité première soit actuellement plutôt du côté du niveau local (notamment avec les préfetures en chef d'orchestre, ce qui correspond peu ou prou à l'orientation gouvernementale). C'est encore un sujet à méditer par rapport à tous les débats actuels sur la technostructure...*

*Addendum du 19/04 : pour SOLIDAIRES, la priorisation pour la vaccination sans distinction de branche est un bon point. Toutes les composantes de la DGDDI sont reconnues en tant que telles. Par essence, nous sommes une administration au contact, donc exposée.*

*Nous précisons que les services préfectoraux ont autre chose à faire que de discuter éventuellement de la branche d'appartenance. Une telle discussion serait envoyer un très mauvais signal aux collègues concernés.*



### III – Usage du masque FFP2 (note du 08/04)

#### **Doctrine : pour certaines situations**

Il est rappelé que le masque « courant » est le masque chirurgical.

Pour certaines situations, le masque FFP2 peut être recommandé, notamment vis-à-vis de certains actes de service vis-à-vis d'un usager. La DG tient toutefois que ceci s'appuie sur l'avis des médecins de prévention.

#### **Commentaire : une dotation contingentée est utile**

*SOLIDAIRES a proposé une dotation globale (les masques de ce type peuvent être lavables 10 fois tout en conservant leur efficacité), ciblant notamment les collègues en contact avec le public.*

*En effet cela permet à la fois à chaque agent de n'être pas démuné quand une situation justifiant l'usage du FFP2 se présente, et d'organiser au mieux au niveau directionnel la logistique afférente.*



### IV – Accueil des enfants en milieu scolaire

#### **Priorité des agents des Douanes : en présentiel**

Seuls les personnels impérativement appelés à être en présentiel ont vocation à être éligibles à ce dispositif. Ce sont essentiellement les collègues qui effectuent des contrôles sur le terrain.

#### **Commentaire : arbitrage suite à la pénurie**

*Eu égard au fait que les capacités d'accueil dans les établissements sont limitées, voire très limitées (Île-de-France notamment), cet arbitrage ne paraît pas incongru.*



### V – Formation / écoles

#### **Techniques Professionnelles de Contrôle et d'Intervention (TPCI)**

L'arrêt des formations de niveaux 2 et 3 commence à poser souci.

L'École Nationale des Douanes de La Rochelle (ENDLR) se relance sur la question des formations de formateurs en la matière.

Le sujet est à l'étude en raison du risque dû au fait que les exercices font que les positions des personnes participantes sont beaucoup plus proches physiquement.

#### **Prise en charge de frais de restauration pour les stagiaires maintenus à domicile**

La DG est ok et octroie 9,40 € par repas pour les contrôleurs stagiaires (calcul rétroactif). Les remboursements (73 taux pour le stage concerné) seront portés sur la paie du mois de mai.

*Pour SOLIDAIRES, c'est un point positif qui répond à la saisine exprimée par nos collègues et la représentation du personnel.*

*Par souci d'équité, nous demandons de faire bénéficier les ACP2 stagiaires de la 2<sup>ème</sup> session mixte (du 23/02 au 02/09/2020) des mêmes modalités (voir notre courrier à la DG ci-après en page 4).*



### VI – Pérennité du télétravail (hors crise sanitaire)

#### **Présentation : concertation à venir**

La DG est assez allante sur le sujet et va se lancer dans une grande concertation avec les syndicats dès le début mai.

#### **Commentaire : de grandes attentes**

*Pour SOLIDAIRES, ce sera l'occasion de porter plusieurs thématiques chères aux collègues. Reste à voir quels seront les moyens mis sur la table. Quoiqu'il en soit, nous reviendrons sur ce sujet très rapidement.*

**Bon courage à toutes et tous, et merci encore pour vos différents retours.**

**Prenez soin de vous !**



# Annexes

# SOLIDAIRES



N°1 :

**Courrier à la DG sur les indemnités repas  
pour les ACP2 stagiaires 2<sup>ème</sup> session mixte**

*page 4*



N°2 :

**recensement des positions statutaires  
à la date du jeudi 15 avril 2021**

*page 5*



N°2 bis :

**recensement du télétravail  
à la date du jeudi 15 avril 2021**

*page 6*



Paris, le lundi 19 avril 2021

Madame Isabelle BRAUN-LEMAIRE  
Directrice Générale des Douanes et Droits Indirects  
11 rue des deux communes  
93558 MONTREUIL

Objet : Indemnités repas stagiaires ACP2 de la 2<sup>ème</sup> session mixte

Madame la Directrice générale,

SOLIDAIRES Douanes tient à vous alerter sur la situation des stagiaires Agents de Constatation Principaux de 2<sup>ème</sup> classe (ACP2) de la 2<sup>ème</sup> session mixte (du 23/02/2020 au 02/09/2020) concernant les indemnités des taux de repas.

Compte-tenu du contexte sanitaire, leur session a connu une longue période de formation en distanciel.

Dans la même situation, les Contrôleurs stagiaires de la 6<sup>ème</sup> session mixte (en cette année 2021) viennent d'obtenir le remboursement a posteriori d'une indemnité repas d'un montant de 9,40 € par repas. Les sommes leur seront versées sur la fiche de paie du mois de mai.

Par souci d'équité, nous vous demandons à situation égale de faire bénéficier les Agents de Constatation de la 2<sup>ème</sup> session mixte de la même indemnité et pour un montant similaire.

En vous remerciant par avance pour l'attention portée à nos demandes, nous vous prions d'agréer, Madame la Directrice générale, l'expression de notre haute considération.

P/ SOLIDAIRES Douanes  
Les co-secrétaires généraux

Philippe BOCK

Fabien MILIN



# Annexe n°2 : Recensement des positions statutaires, à la date du jeudi 15 avril

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *				Positions statutaires (toutes les positions ne sont pas reprises, par ex : CA, CM, etc)																									
							En présentiel (jour du recensement)						Télétravail (au moins un jour par semaine)						Isolement (septaine) (demande au cours de la semaine)						Malades Covid-19 avérés (cumul depuis le 26/10/2020)							
			AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total							
15 oct	19 avr	15 oct	19 avr	15 oct	19 avr	08 avr	15 avr	08 avr	15 avr	08 avr	15 avr	08 avr	15 avr	08 avr	15 avr	08 avr	15 avr	08 avr	15 avr	08 avr	15 avr	08 avr	15 avr									
Directions 	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	139	144	128	127	267	271	77	104	59	85	136	189	28	43	3	3	31	46	1	1	0	1	1	2	1	1	1	1	2	2
		DR Guyane	75	74	92	92	167	166	53	61	47	37	100	98	10	10	1	1	11	11	2	0	2	0	4	0	2	2	5	5	7	7
		DR Martinique & services DI	129	130	103	100	232	230	83	96	41	63	124	159	27	38	0	0	27	38	1	0	1	1	2	1	3	3	1	1	4	4
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	132	134	81	81	213	215	69	73	48	48	117	121	49	51	0	0	49	51	0	6	1	0	1	6	1	2	1	1	2	3
		DR Mayotte	57	58	32	31	89	89	41	49	20	18	61	67	12	8	0	0	12	8	0	0	0	0	0	0	12	12	8	8	20	20
	ultra-marines	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	77	77	42	44	119	121	55	62	21	24	76	86	4	2	0	0	4	2	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0
DR Polynésie-Française (DRPF)		77	73	49	51	126	124	50	48	35	24	85	72	20	23	1	1	21	24	0	0	0	0	0	0	7	7	1	1	8	8	
		DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)	17	15	14	15	31	30	13	13	12	9	25	22	1	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Directions 	hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARÄ, ex DI Lyon)	720	703	656	674	1 376	1377	324	309	347	315	671	624	414	418	37	30	451	448	4	3	7	19	11	22	46	46	46	49	92	95
		DI Bourgogne-Franche-Comté - Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, ex DI Dijon)	384	385	256	250	640	635	188	177	143	102	331	279	240	208	12	10	252	218	0	0	8	11	8	11	7	7	28	30	35	37
		DI Bretagne - Pays de la Loire (DI BPDL, ex DI Nantes)	394	380	282	289	676	669	185	184	178	182	363	366	225	228	12	12	237	240	0	0	2	3	2	3	9	9	8	9	17	18
		DI Grand Est (DIGE, ex DI Metz)	640	635	549	561	1 189	1196	291	304	298	307	589	611	326	402	19	17	345	419	3	3	7	7	10	10	22	23	41	42	63	65
		DI Hauts-de-France (DI HdF, ex DI Lille)	514	622	999	1044	1 513	1666	258	246	565	512	823	758	329	337	57	57	386	394	3	1	9	5	12	6	16	16	75	77	91	93
		DI Île-de-France (DI IdF, ex DI Paris)	768	742	519	527	1 287	1269	323	313	272	270	595	583	395	409	19	16	414	423	17	5	4	25	21	30	50	52	36	44	86	96
		DI Normandie (ex DI Rouen)	531	523	271	287	802	810	235	245	162	184	397	429	329	334	11	9	340	343	1	1	3	2	4	3	22	23	11	11	33	34
		DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, ex DI Bordeaux)	604	583	448	453	1052	1036	247	228	247	208	494	436	380	376	29	27	409	403	5	3	6	1	11	4	21	22	17	17	38	39
		DI Occitanie (ex DI Montpellier)	501	484	560	568	1061	1052	222	223	276	276	498	499	257	275	14	18	271	293	1	1	6	15	7	16	26	26	33	37	59	63
		DI Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse (DI PACA Corse, ex DI Marseille)	587	581	590	572	1177	1153	219	229	248	243	467	472	368	390	32	31	400	421	22	9	2	5	24	14	21	24	88	91	109	115
DI Paris-Aéroports (DIPA, ex DI Roissy)	760	723	918	749	1678	1472	367	349	219	232	586	581	157	141	23	25	180	166	6	6	8	3	14	9	63	70	107	108	170	178		
SCN et direction générale 	générale	Centre informatique Douanier (CID)	173	171	16	15	189	186	39	46	3	3	42	49	124	119	0	0	124	119	1	0	0	0	1	0	11	12	2	2	13	14
		Direction générale (DG) dont SARC	813	794	6	6	819	800	233	248	0	0	233	248	536	526	0	0	536	526	1	8	0	0	1	8	47	49	0	0	47	49
		Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)	96	101	788	790	884	891	47	46	359	429	406	475	42	52	112	100	154	152	0	2	3	2	3	4	1	2	34	35	35	37
		Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)	360	351	466	453	826	804	176	155	335	316	511	471	174	204	3	4	177	208	0	13	4	17	4	30	13	16	35	37	48	53
		Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)	313	318	236	241	549	559	83	80	52	49	135	129	248	234	162	162	410	396	3	1	0	1	3	2	9	9	15	15	24	24
		Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)	211	210	21	20	232	230	37	39	8	5	45	44	155	157	0	0	155	157	1	0	0	0	1	0	3	3	1	1	4	4
		Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)	45+	42+	246	239	331	323	25	25	147	127	172	152	20	23	123	145	143	168	0	1	5	14	5	15	3	3	30	35	33	38
		Unité information passagers (UIP)	1	1	16	16	17	17	1	1	7	3	8	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3	0	0	0	4	4
<b>Sous-total DGDDI communiqué</b>			<b>9158</b>	<b>9096</b>	<b>8384</b>	<b>8295</b>	<b>17542</b>	<b>17391</b>	<b>3941</b>	<b>3953</b>	<b>4149</b>	<b>4071</b>	<b>8090</b>	<b>8024</b>	<b>4870</b>	<b>5007</b>	<b>670</b>	<b>668</b>	<b>5540</b>	<b>5675</b>	<b>72</b>	<b>66</b>	<b>81</b>	<b>132</b>	<b>153</b>	<b>198</b>	<b>416</b>	<b>439</b>	<b>628</b>	<b>661</b>	<b>1044</b>	<b>1100</b>
Directions (statistiques non communiquées)	Autres	Service commun des laboratoires (SCL)	392	386	0	0	392	386	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	
		Tracfin	89 <sub>sur 139</sub>	89 <sub>sur 139</sub>	0	0	89 <sub>sur 139</sub>	89 <sub>sur 139</sub>	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
		Wallis-et-Futuna	8	10	4	4	12	14	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
		<b>Sous-total autres directions</b>	<b>489</b>	<b>485</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>493</b>	<b>489</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	
<b>Total DGDDI</b>			<b>9647</b>	<b>9581</b>	<b>8388</b>	<b>8299</b>	<b>18035</b>	<b>17880</b>	<b>3941</b>	<b>3953</b>	<b>4149</b>	<b>4071</b>	<b>8090</b>	<b>8024</b>	<b>4870</b>	<b>5007</b>	<b>670</b>	<b>668</b>	<b>5540</b>	<b>5675</b>	<b>72</b>	<b>66</b>	<b>81</b>	<b>132</b>	<b>153</b>	<b>198</b>	<b>416</b>	<b>439</b>	<b>628</b>	<b>661</b>	<b>1044</b>	<b>1100</b>

\* Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.



# Annexe n°2 bis : Recensement détaillé du télétravail, à la date du jeudi 15 avril

Directions			Nombre d'agents placés en télétravail de crise pendant la semaine en cours																													
			Au moins 1 jour par semaine						2 jours						3 jours						4 jours						5 jours					
			AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			sem 14	sem 15	sem 14	sem 15	sem 14	sem 15	sem 14	sem 15	sem 14	sem 15	sem 14	sem 15	sem 14	sem 15	sem 14	sem 15	sem 14	sem 15	sem 14	sem 15	sem 14	sem 15	sem 14	sem 15	sem 14	sem 15	sem 14	sem 15	sem 14	sem 15
Directions régionales (DR)	DI	DR Guadeloupe	28	43	3	3	31	46	16	19	3	2	19	21	7	10	0	0	7	10	0	0	0	0	1	2	0	0	1	2		
	Antilles-Guyane	DR Guyane	10	10	1	1	11	11	2	3	0	0	2	3	1	1	0	0	1	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0		
		DR Martinique & services DI	27	38	0	0	27	38	9	0	0	0	9	0	2	0	0	0	2	0	2	0	0	2	0	0	0	0	0	0		
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	49	51	0	0	49	51	22	24	0	0	22	24	7	12	0	0	7	12	6	2	0	0	6	2	0	7	0	7		
		DR Mayotte	12	8	0	0	12	8	6	3	0	0	6	3	3	4	0	0	3	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
	Directions ultra-marines	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	4	2	0	0	4	2	1	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		DR Polynésie-Française (DRPF)	20	23	1	1	21	24	11	12	0	0	11	12	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	1	1	0	1		
		DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)	1	1	0	0	1	1	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Directions hexagonales	DI	Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARÄ, ex DI Lyon)	414	418	37	30	451	448	150	139	7	2	157	141	80	89	13	2	93	91	33	42	4	2	37	44	3	24	1	6	4	30
		Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, ex DI Dijon)	240	208	12	10	252	218	60	50	4	2	64	52	52	47	1	1	53	48	70	29	2	0	72	29	0	34	0	3	0	37
		Bretagne – Pays de la Loire (DI BPD, ex DI Nantes)	225	228	12	12	237	240	68	66	6	5	74	71	60	55	0	2	60	57	27	40	1	2	28	42	0	19	0	0	0	19
		Grand Est (DIGE, ex DI Metz)	326	402	19	17	345	419	106	106	3	3	109	109	69	76	3	0	72	76	15	47	4	2	19	49	0	38	0	6	0	44
		Hauts-de-France (DI HdF, ex DI Lille)	329	337	57	57	386	394	100	86	20	18	120	104	91	78	10	11	101	89	48	61	2	8	50	69	4	38	1	1	5	39
		Île-de-France (DI IdF, ex DI Paris)	395	407	19	16	414	423	126	114	5	2	131	116	97	82	5	5	102	87	61	80	1	1	62	81	18	69	2	4	20	73
		Normandie (ex DI Rouen)	329	334	11	9	340	343	114	111	0	2	114	113	77	64	0	0	77	64	41	55	0	1	41	56	0	34	0	0	0	34
		Nouvelle-Aquitaine (DINA, ex DI Bordeaux)	380	376	29	27	409	403	118	92	3	4	121	96	90	86	9	4	99	90	61	51	7	1	68	52	0	58	1	8	1	66
		Occitanie (ex DI Montpellier)	257	275	14	18	271	293	70	79	4	8	74	87	61	63	2	0	63	63	31	50	0	2	31	52	12	27	0	0	12	27
		Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, ex DI Marseille)	368	390	32	31	400	421	129	106	11	11	140	117	102	90	1	2	103	92	46	67	9	5	55	72	0	45	0	4	0	49
	Paris-Aéroports (DIPA, ex DI Roissy)	157	141	23	25	180	166	51	48	11	13	62	61	28	25	5	3	33	28	7	14	1	0	8	14	0	5	0	1	0	6	
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)	124	119	0	0	124	119	28	11	0	0	28	11	24	22	0	0	24	22	65	18	0	0	65	18	0	65	0	0	0	65	
	Direction générale (DG) dont SARC	536	526	0	0	536	526	99	84	0	0	99	84	170	97	0	0	170	97	168	144	0	0	168	144	3	136	0	0	3	136	
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)	42	52	112	100	154	152	18	11	56	34	74	45	12	13	11	9	23	22	6	7	4	6	10	13	0	5	0	12	0	17	
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)	174	204	3	4	177	208	83	71	1	1	84	72	32	59	1	1	33	60	12	8	1	0	13	8	0	10	0	2	0	12	
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRF)	248	234	162	162	410	396	30	18	1	1	31	19	84	18	1	2	85	20	113	22	156	1	269	23	0	157	0	157	0	314	
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)	155	157	0	0	155	157	18	11	0	0	18	11	41	21	0	0	41	21	78	49	0	0	78	49	0	65	0	0	0	65	
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)	20	23	123	145	143	168	6	6	49	47	55	53	4	6	20	25	24	31	0	4	7	11	7	15	1	2	2	6	3	8	
	Unité information passagers (UIP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Sous-total DGDDI communiqué</b>			<b>4870</b>	<b>5007</b>	<b>670</b>	<b>668</b>	<b>5540</b>	<b>5675</b>	<b>1442</b>	<b>1271</b>	<b>184</b>	<b>155</b>	<b>1626</b>	<b>1426</b>	<b>1194</b>	<b>1019</b>	<b>82</b>	<b>67</b>	<b>1276</b>	<b>1086</b>	<b>892</b>	<b>791</b>	<b>199</b>	<b>42</b>	<b>1091</b>	<b>833</b>	<b>43</b>	<b>841</b>	<b>7</b>	<b>210</b>	<b>50</b>	<b>1051</b>
Directions (statistiques non communiquées)	Autres	Service commun des laboratoires (SCL)	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	
	Tracfin	Wallis-et-Futuna	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	
	Sous-total autres directions		NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	
<b>Total DGDDI</b>			<b>4870</b>	<b>5007</b>	<b>670</b>	<b>668</b>	<b>5540</b>	<b>5675</b>	<b>1442</b>	<b>1271</b>	<b>184</b>	<b>155</b>	<b>1626</b>	<b>1426</b>	<b>1194</b>	<b>1019</b>	<b>82</b>	<b>67</b>	<b>1276</b>	<b>1086</b>	<b>892</b>	<b>791</b>	<b>199</b>	<b>42</b>	<b>1091</b>	<b>833</b>	<b>43</b>	<b>841</b>	<b>7</b>	<b>210</b>	<b>50</b>	<b>1051</b>



# Annexes administratives



**N°3 :** **Message DG sur la vaccination**  
*sur l'accès prioritaire pour les personnels DGDDI* page 8



**N°4 :** **Questions-réponses DG du 15/03/2021**  
*sur la garde d'enfants et le télétravail* page 9



Objet : Accès prioritaire à la vaccination

Bonjour,

Suite aux annonces du Premier Ministre le 15 avril concernant l'ouverture de créneaux dédiés aux professionnels prioritaires de plus de 55 ans, nous avons obtenu confirmation que les douaniers bénéficient d'un accès prioritaire aux centres de vaccination au même titre que les autres forces de l'ordre.

Les préfetures ont été informées de cette prise en compte des douaniers et il leur appartient de délivrer aux chefs de circonscription toutes les informations utiles sur la localisation et les horaires d'ouverture des centres de vaccination, ainsi que sur les modalités d'accès à la vaccination. Cet accès, gratuit, se fait dans la plupart des cas moyennant une prise de rendez-vous à l'initiative de l'agent soit par téléphone, soit via une plateforme de type doctolib (ce qui permet le respect de la règle d'anonymat vis-à-vis de l'employeur posée par la fonction publique).

Les directeurs interrégionaux et chefs de SCN ont été informés de cet état de fait, afin, le cas échéant, de prendre l'attache des préfets de manière à pouvoir répercuter les modalités pratiques vers les agents, qui pourront s'inscrire sur la base du volontariat.

Au vu des échanges interministériels intervenus vendredi sur le sujet, l'accès prioritaire concerne plutôt les agents de la surveillance. La prise en compte des agents de la branche OP/CO - AG pourra toutefois être discutée avec les préfetures moyennant une évaluation de la population concernée (plus de 55 ans).

Cordialement,

Le bureau RH1 - Dialogue social

### **Commentaires de SOLIDAIRES**

*Pour SOLIDAIRES, la priorisation pour la vaccination sans distinction de branche est un bon point. Toutes les composantes de la DGDDI sont reconnues en tant que telles. Par essence, nous sommes une administration au contact, donc exposée.*

*Nous précisons que les services préfectoraux ont autre chose à faire que de discuter éventuellement de la branche d'appartenance (cf dernier paragraphe). Une telle discussion serait envoyer un très mauvais signal aux collègues concernés.*





## Annexe n°4 : Questions-réponses du 15/04/2021 de la DG

Thématiques	Questions	Réponses
A S A  G a r d e  d' e n f a n t s	Justificatif de conjoint	L'agent qui souhaite bénéficier d'ASA garde d'enfant doit-il fournir un justificatif par rapport à la situation de son conjoint ?  Pour bénéficier de ces ASA pour garde d'enfants, l'agent doit fournir une attestation sur l'honneur qu'il est le seul des deux parents demandant à bénéficier de la mesure et qu'il ne dispose pas de moyens de garde alternatif pour les jours concernés. Nous n'exigeons aucun autre justificatif. En revanche, il est possible qu'en gestion d'autres administrations aient choisi d'exiger en plus une attestation de l'employeur du conjoint précisant les conditions d'emploi de ce dernier (ASA, télétravail, présentiel, chômage partiel...). Si une telle attestation est exigée pour le conjoint douanier, elle devra être fournie.
	Conjoint douanier	Un agent peut-il bénéficier d'une ASA garde d'enfant si son conjoint douanier n'est pas côté de service ?  Oui. On ne peut conditionner l'octroi de ASA au fait que le conjoint ne soit pas côté mais en JNC ou RH dans la mesure où ce temps de repos est nécessaire (ex : pour un agent de la surveillance travaillant de nuit, la journée du lendemain n'est pas effectivement travaillée. Cette journée doit toutefois être consacrée au repos et n'est pas compatible avec le fait de garder ses enfants.
	Répartition des ASA entre parents	Deux agents peuvent-ils se répartir les ASA garde d'enfant sur la semaine ?  Oui sous réserve des nécessités de service et sous réserve qu'ils fournissent chacun l'attestation requise. Ainsi un agent pourra être en ASA 3 jours sur la semaine et alterner avec 2 jours de télétravail ou de présentiel si cela est compatible avec les nécessités de service.
	Modalité de retrait des jours ARTT	Les ASA n'ouvrent pas droit à acquisition des jours de RTT. Comment le chef de service doit-il procéder à ce retrait ?  Pour les agents dont la gestion du temps et des absences n'est pas suivi dans un outil automatisé qui procède en temps réel au calcul des droits de l'agent, c'est au chef de service de procéder manuellement à ce calcul. Compte tenu de la période considérée (jusqu'à 4 semaines selon les situations individuelles), il est préconisé de procéder à ce calcul au retour de l'agent et de l'informer de ses nouveaux droits. Pour le calcul, il pourra se reporter aux règles rappelées dans la note RH1 n°2000447 du 8/06/20.
	Cas de l'impossibilité d'accueil prioritaire de l'enfant	Les ASA pour garde d'enfant sont-elles possibles si l'accueil prioritaire de l'enfant par l'école ou la mairie (le temps des congés) est impossible ?  Oui sous réserve de présenter un justificatif du refus (mel de l'école par exemple) ou à défaut, en attestant sur l'honneur que l'établissement concerné n'a pas été en capacité de répondre favorablement à la demande d'accueil prioritaire. La prise de congés par l'agent doit cependant être privilégiée dans toute la mesure du possible.
	Structure d'accueil	Les agents des douanes bénéficiant de l'accueil prioritaire dans les structures scolaires ou locales pour leurs enfants disposent-ils du libre choix d'avoir recours à ces structures dédiées ?  Oui. S'ils ne souhaitent pas recourir à ces structures, ils doivent alors déposer des CA pendant leur période d'absence.
	CA programmés	Peut-on obliger des agents qui avaient prévu de poser des congés lors des vacances scolaires initiales de leur zone (soit au-delà du 25 avril) à avancer leurs congés pour les caler sur le nouveau calendrier commun ?  Non. On peut les y inciter.
Pas une obligation	Doit-on obliger les agents AG/CO qui gardent leurs enfants à être en ASA garde d'enfants ?  Non. L'ASA est octroyée sur demande.	
CA et cas contact / COM	Un agent qui devait être en congés annuels peut-il demander l'annulation de ses congés s'il est cas contact ?  Non. En revanche s'il devient positif et bénéficie alors d'un arrêt maladie, ses CA seront interrompus dans les conditions de droits communs.	
T é l é r a v a i l	Absence de connexion internet	Un agent dont les fonctions sont télétravaillables mais qui ne dispose pas d'une connexion internet chez lui peut-il être placé en télétravail ?  Le télétravail est basé sur la capacité à se connecter à distance (à sa boîte mél professionnelle notamment). La connexion internet est à la charge de l'agent (comme le prévoit le protocole ministériel du télétravail au sein des MEF). Dans ce cadre, et si cet agent ne dispose pas à minima d'un téléphone personnel ou professionnel lui permettant de disposer d'une connexion alors il ne peut être placé en télétravail dans la mesure où il ne remplit pas les conditions matérielles pour télétravailler.
	Distance du lieu de télétravail	Quelles consignes pour les demandes de télétravail exercé depuis un domicile très éloigné (jusqu'à plusieurs centaines de km) ?  Dans le contexte sanitaire actuel, si le chef de service juge que les conditions sont réunies pour permettre un télétravail depuis un lieu éloigné (compatibilité avec les impératifs de service, disponibilité du matériel, capacité à accéder aux applications métier, degré d'autonomie de l'agent...), il n'y a pas d'objection dans ce cadre. Il conviendra de formaliser clairement dans l'autorisation simplifiée de télétravail de crise le lieu d'exercice, les modalités de communication permettant de rendre compte de l'activité exercée et les horaires de travail durant lesquels l'agent doit être joignable notamment.



# Lexique



## Lexique

Sigle / abréviation	Signification
ACP2	Agent de Constatation Principal de 2 <sup>ème</sup> classe
AG/CO	branche Administration Générale / Opérations Commerciales
ASA	Autorisation Spéciale d'Absence
CA	Congé Annuel
CM	Congé Maladie
DG	Direction Générale
DGDDI	Direction Générale des Douanes et Droits Indirects
DGFIP	Direction Générale des Finances Publiques
DI	Direction Interrégionale
DIPA	Direction Interrégionale de Paris-Aéroports
DNGCD	Direction Nationale Garde-Côtes des Douanes
DNRED	Direction Nationale du Renseignement et des Enquêtes Douanières
DNRFP	Direction Nationale du Recrutement et de la Formation Professionnelle
DNSCE	Direction Nationale des Statistiques du Commerce Extérieur
DR	Direction Régionale
ER	Effectifs de référence
ETPT	Equivalent Temps Plein Travaillé. Notion différente du nombre d'êtres humains. <i>Par exemple : 5 collègues en temps partiel à 80% représentent 4 ETPT (5 x 0,8 ETPT).</i>
FFP2	Sigle anglais signifiant <i>Filtering FacePiece</i> . C'est-à-dire en français <i>Pièce faciale filtrante</i> . <i>Le FFP2 correspond à la 2<sup>ème</sup> classe d'efficacité</i>
GT	Groupe de Travail
JNC	Jour Non Couvert / Journée Non Couverte
MEF	Ministères Economiques et Financiers. C'est-à-dire : - le Ministère de l'Economie, des Finances (et de la Relance) ; - le Ministère chargé des Comptes publics (= Budget) ; - le Ministère de la Transformation et de la Fonction publiques. Le tout est souvent communément désigné par la métonymie « Bercy ».
OPCO	Opérations Commerciales
RH	Repos Hebdomadaire
RTT	Réduction du Temps de Travail
SARC	Service d'Analyse de Risque et de Ciblage
SCN	Service à compétence nationale
SEJF	Service d'Enquêtes Judiciaires des Finances
SU, SURV	Branche Surveillance
TT	Télétravail
UIP	Unité Information Passagers



**La délégation SOLIDAIRES Douanes était représentée par Philippe Bock et Fabien Milin.  
Pour plus de précisions, les contacter.**

**26<sup>ème</sup> audioconférence DG de rentrée**

# **Vaccination ... en progression ?!**



**Syndicat SOLIDAIRES Douanes**

93 bis rue de Montreuil, boîte 56 – 75011 PARIS

tél : 01 73 73 12 50

site internet : <http://solidaires-douanes.org>

courriel : [contact@solidaires-douanes.org](mailto:contact@solidaires-douanes.org)

adhésion : [solidaires-douanes.org/-adhesion-](http://solidaires-douanes.org/-adhesion-)